

**Burkina Faso : Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la
recherche scientifique**

**ORSTOM : Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement
en Coopération**

**ELEMENTS DE DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES
INDUSTRIELLES AU BURKINA FASO**

Maité COSNARD

**Centre ORSTOM de Ouagadougou
Programme de recherche : "politiques et développement agricoles et agro-industriels
au Burkina Faso". Responsable : Y.-A. FAURE
Document n°4
Mai 1994**

ELEMENTS DE DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES AU BURKINA FASO

L'analyse démographique qui va suivre est initialement basée sur les rapports d'activité de la DGDI (Direction Générale du Développement Industriel) du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines. Nous avons travaillé sur les listes d'entreprises ayant été agréées aux différents codes des investissements, avons complété les caractéristiques des entreprises par des informations tirées d'enquêtes personnelles, fait différents recoupements avec les données de la DGDI et de l'annuaire statistique du Burkina Faso (édité par l'INSD, Institut National Statistique et Démographique). Cette source nous a semblé pertinente dans la mesure où pratiquement toutes les entreprises industrielles ont pu bénéficier à leur création (ou à un moment donné pour les autres) des avantages du code des investissements en vigueur. En outre, les codes des investissements étudiés ont exclusivement concerné le secteur industriel¹.

Cette étude se veut une photographie de l'investissement industriel en Haute-Volta puis au Burkina Faso depuis l'indépendance. Nous avons joint en Annexe 1 la liste des entreprises créées par branche d'activité, en annexe 2 un inventaire des entreprises industrielles existant en 1993. En annexe 3 nous présentons quelques données globales sur l'évolution du secteur industriel manufacturier. Il s'agit d'une première étape et d'un premier état des lieux, sommaire et peu détaillé, des créations et des disparitions d'entreprises, puis une présentation de quelques caractéristiques des entreprises actuelles. Nous ne cherchons pas en revanche à déterminer quelles ont été les difficultés des entreprises industrielles ni les causes de ces difficultés. C'est pourquoi nous ne tenterons pas d'estimer l'impact des codes des investissements et de leurs mesures sur la création et la réussite industrielle. Ce thème fera l'objet d'analyses ultérieures.

¹ Les boulangeries ne sont pas comprises dans notre échantillon. Nous avons fait ce choix, d'une part parce que nous ne les considérons pas comme entreprises industrielles à proprement parler, d'autre part parce que très peu d'entre elles ont demandé l'agrément au code des investissements.

D) LES CREATIONS D'ENTREPRISES

Nous avons découpé l'analyse en 4 périodes qui sont celles couvertes par les différents codes des investissements mis en oeuvre en Haute-Volta puis au Burkina Faso, en 1962, 1970, 1978 et 1984. Une première convention a vu le jour en 1960, nous ne l'avons pas prise en compte car elle n'a concerné qu'une entreprise, la mine d'or de Poura, qui n'entre pas directement dans notre domaine d'étude. En outre les entreprises créées depuis la signature du code des investissements de juin 1992 n'entrent pas encore dans notre champ d'analyse; elles le seront quand de plus amples informations les concernant auront été réunies. Ces précisions apportées, nous allons nous efforcer de dégager les principales tendances voltaïques puis burkinabè en matière de création d'entreprises industrielles et pour ce faire nous allons examiner les caractéristiques des entreprises successivement apparues sur la scène économique. Il est en effet intéressant de connaître la nature juridique des entreprises, l'implication des capitaux étrangers dans le mouvement "d'industrialisation", la taille des entreprises, leur secteur d'activité, le type de produits fabriqués pour avoir une première vision d'ensemble de l'évolution de la création d'entreprises industrielles.

Quatre périodes sont analysées :

- de 1962 à 1969 (entreprises agréées au code des investissements de 1962)
- de 1970 à 1977 (entreprises agréées au code des investissements de 1970)
- de 1978 à 1983 (entreprises agréées au code des investissements de 1978)
- de 1984 à 1991 (entreprises agréées au code des investissements de 1984)²

Un premier bilan chiffré du nombre d'entreprises industrielles créées au cours des périodes considérées nous permet d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution de la création industrielle dans le pays.

²Le code des investissements de 1984 a été complété par deux mesures, la fiscalité spéciale et la réduction des taxes douanières sur les importations. Leurs procédures étant plus rapides, de nombreuses entreprises ont préféré demander ces avantages plutôt que de soumettre leur dossier à la longue procédure d'homologation au code des investissements. Nous avons donc ajouté la liste des entreprises nouvellement créées et ayant bénéficié d'une ou de deux mesures à celle des entreprises agréées au code des investissements (en général les plus grosses entreprises).

Tableau n° 1 :

Nombre d'entreprises industrielles créées pendant les périodes considérées

Période	Nombre d'entreprises créées, agréées au code des investissements en vigueur ³
1962-1969	17
1970-1977	44
1978-1983	25
1984-1991	22

Source : Présente étude

Deux séquences se succèdent pendant l'intervalle de temps étudié. De 1962 à 1977 on note une montée de la création industrielle en Haute Volta, puis, à partir de 1978 ce mouvement semble se stabiliser à un niveau inférieur. Ces remarques sont faites en présupposant la neutralité de la réglementation touchant les entreprises et de celle des avantages des codes des investissements. Après un démarrage relativement timide, la seconde période laisse présager d'un lancement de l'appareil industriel avec 44 entreprises créées. Or, les deux dernières périodes, c'est-à-dire celles courant jusqu'au lancement des mesures de libéralisation économique, ont éprouvé un tassement de l'investissement industriel. Ce phénomène s'est particulièrement fait sentir pendant la période révolutionnaire (de fin 1983 à 1987) et la plupart des entreprises agréées l'ont été après 1987. Quasiment toutes les entreprises sont établies à Ouagadougou ou à Bobo Dioulasso (deuxième ville du pays), les villes secondaires (mises à part Banfora pour le sucre et Koudougou pour le textile) ne dépassant pas le stade de la production artisanale.

Globalement, deux types d'entreprises se distinguent selon le critère du modèle d'industrialisation : les entreprises de valorisation des matières premières disponibles localement et les entreprises de substitution aux importations. La grande majorité des entreprises créées produisent des biens de consommation courante : dans le secteur agro-alimentaire, boissons, tabacs, toutes les unités travaillent pour le marché intérieur et les exportations éventuelles portent sur des quantités négligeables. La majorité des entreprises utilisent des matières premières agricoles burkinabè (principalement le sucre et le coton) même si les 2 brasseries importent le malte (et utilisent un peu de maïs local, dans une proportion un tiers / deux tiers), les Grands Moulins du Burkina le blé et la manufacture de cigarettes n'incorpore qu'une quantité infime de tabac local. La branche fabrication d'articles papier et bois concerne principalement la production de fournitures scolaires, d'allumettes, la menuiserie industrielle et l'imprimerie. Seule la SONACEB, créée en 1989, fabrique des emballages pour les industries burkinabè. Les

³ Nous avons exclu du dénombrement les entreprises en extension ayant déjà bénéficié des avantages d'un code des investissements antérieur, ceci pour ne comptabiliser que les entreprises nouvellement créées.

industries du textile transforment les produits agricoles locaux et vendent sur le marché national. Les industries du cuir s'intéressent au marché intérieur pour la chaussure et surtout aux marchés extérieurs pour le reste de la maroquinerie et du tannage. La branche chimie entre en revanche presque exclusivement dans la catégorie des entreprises de substitution aux importations, il s'agit surtout d'industries plastiques : articles de ménage, pneumatiques... mais aussi d'entreprises de piles, d'insecticides, de peinture, de matelas en mousse... même si un très petit nombre d'entreprises ont récemment été créées dans le domaine des biens intermédiaires (voir paragraphe suivant). La branche ouvrages en métaux se décompose en 2 groupes, d'une part existent des entreprises de substitution aux importations de biens courants (vélos, cyclos, pointes, menuiserie industrielle...), d'autre part des entreprises fabriquent des biens intermédiaires de base (charrues, charrettes, pompes hydrauliques, profilés...). Enfin, la branche extractions et mines appartient bien évidemment aux entreprises de valorisation des produits locaux (l'or principalement).

Différentes observations permettent d'affiner l'analyse. Pour ce faire il y a lieu de décomposer les créations par branche d'activité et par période.

Tableau n° 2 :

Répartition des entreprises créées et agréées, par branche d'activité

Années Branches d'activités	1962-1969	1970-1977	1978-1983	1984-1991	TOTAL
Agroalimentaire, boissons, tabacs	4	13	6	3	26
Textile, habillement, cuir	6	2	2	0	10
Articles papier et bois	2	1	3	3	9
Chimie	1	11	5	9	24
Ouvrages en métaux	3	15	8	7	33
Extractions et mines	1	2	1	0	4
TOTAL	17	44	25	22	108

Source : Présente étude

Quelques remarques peuvent rapidement être portées sur ce tableau et on note une certaine inconstance dans les choix d'investissements entre les différentes branches. Un net désengagement apparaît dans la branche agro-alimentaire, boissons, tabacs après la vague des grands projets de la décennie 70. Ainsi seules 3 nouvelles activités de moindre ampleur ont été

créées après 1983. La branche industries textiles, habillement, cuir a éprouvé un désintérêt manifeste dès 1970, n'enregistrant aucune nouvelle création entre 1984 et 1990. Aucun engouement particulier ne s'est révélé dans l'industrie du papier et du bois. L'industrie chimique semble en revanche être relativement favorisée, avec un pic entre 1970 et 1977. Après 1978 elle semble conserver un certain attrait (avec 5 entreprises créées) et 9 entreprises sur les 22 créées et agréées de 1984 à 1991 appartiennent à cette branche. Enfin, s'agissant de la fabrication d'ouvrages en métaux l'évolution est plutôt mitigée. En chiffres absolus, c'est la branche qui a attiré le plus grand nombre d'investisseurs, néanmoins une stabilisation à un niveau inférieur apparaît au cours de la troisième période (fléchissement particulièrement accentué pendant la période révolutionnaire).

De manière synthétique il apparaît clairement que les entreprises de valorisation des matières premières locales (il s'agit surtout des produits agricoles et donc des industries agro-alimentaires, textiles, habillement, cuir) n'ont pas réussi à susciter l'intérêt des investisseurs, quels qu'ils soient. Bien au contraire, ces deux branches ont subi le plus gros désintérêt. Les industries chimiques et de fabrication d'ouvrages en métaux ont eu la préférence des investisseurs mais ce mouvement reste bien relatif car globalement le processus d'industrialisation a été à peine amorcé, comme le prouve le nombre d'entreprises créées.

Les implications étatiques, étrangères et des privés nationaux ont varié au cours des différentes périodes étudiées, tant en nombre d'unités industrielles créées que dans le choix des branches d'activité. Les tableaux 3, 4 et 5 nous donnent un aperçu chiffré de ces évolutions.

Tableau n° 3 :

Nombre d'entreprises créées, à participation étatique⁴

1962-1969	1970-1977	1978-1983	1984-1991	TOTAL
5	13	6	7	31

Source : présente étude

Tableau n °4 :

Nombre d'entreprises créées, à capitaux étrangers majoritaires

1962-1969	1970-1977	1978-1983	1984-1991	TOTAL
6	8	1	2	17

Source : présente étude

⁴Nous avons comptabilisé dans la catégorie entreprises à participation étatique toutes les entreprises dans lesquelles l'Etat détient une participation au capital, que celle-ci soit majoritaire ou minoritaire (sauf pour le cas de la SOVOBRA (devenue SOBBRA, Société Burkinabè des Brasseries), cette part étant de 2% l'entreprise n'a pas été dénombrée parmi les sociétés à participation étatique.

Tableau n° 5 :
Nombre d'entreprises créées à capitaux nationaux majoritaires

1962-1969	1970-1977	1978-1983	1984-1991	TOTAL
12	31	19	15	77

Source : Présente étude

Il est frappant de remarquer que l'engagement étranger a décliné au Burkina Faso : après un investissement dans les industries de substitution et/ou de valorisation des matières premières locales pendant les deux premières périodes (brasserie, chaussures, textile, huilerie, farine de blé, cigarettes, vélos, cyclos, pneumatiques, piles), de 1978 à 1983 seule la SOREMI, société minière, a eu la faveur des investisseurs étrangers (même si 3 prises de participations minoritaires dans le capital d'une huilerie et de 2 confiseries ont eu par ailleurs lieu). Après 1984, les étrangers se sont engagés au côté de l'Etat, à parts égales dans le capital de la SONACEB, productrice de cartons et d'emballages industriels et dans celui de la société SAPHYTO fabriquant des produits insecticides et phytosanitaires, pour cette dernière la prise de participation est minoritaire et l'investissement burkinabè est privé. La SOBEMA, société d'économie mixte de production d'articles ménagers en émail a aussi intéressé les étrangers à hauteur de 50%. La plupart des investissements étrangers sont jusqu'à ce jour français (les investisseurs libanais ayant en général aussi la nationalité burkinabè). Il est à noter que les investissements étrangers sont en général de grande ampleur. De même, et cela n'a rien de surprenant, l'Etat investit dans de grosses unités, en général considérées comme stratégiques pour le développement industriel et économique du pays. Jusqu'en 1984, l'investissement s'est principalement porté sur la production de biens de consommation courante qu'ils soient alimentaires, textiles ou cuir, de valorisation des produits nationaux, ce à quoi il faut ajouter l'extraction minière (d'or) et une unité de fabrication d'équipements agricoles. Après 1984 une tentative d'intégration industrielle se manifeste et l'Etat s'engage dans le capital d'une société de cartons pour l'industrie (SONACEB), d'une société d'emballages industriels plastiques (FASOPLAST), de l'unité de produits phytosanitaires et insecticides pour l'agriculture (SAPHYTO) et d'un Centre d'Equipements Agricoles (CNEA). Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, les implications de l'Etat sont restées tout à fait modestes, en nombre d'entreprises créées, pendant la période révolutionnaire.

L'investissement privé national, le plus important mesuré en nombre d'entreprises créées, se fait en général sur de plus petites unités, beaucoup dans l'agro-alimentaire, le textile, le traitement du cuir, la transformation du métal (menuiseries industrielles et autres), la fabrication de biens de consommation courante tels le savon et plus récemment la peinture. Cet investissement a toutefois quelque peu fléchi depuis les années 80 : 31 Unités ont été créées entre 1970 et 1977, seulement 15 de 1984 à 1991. Il existe un phénomène de convergence chez

ces investisseurs, 6 confiseries industrielles ont ainsi été agréées entre 1970 et 1977 dont 4 pour la seule année 77. Cette possibilité d'investissement industriel a-t-elle été ressentie au même moment par différents entrepreneurs? Peut-on plutôt l'interpréter comme résultant d'un effet de mimétisme, l'investissement des premiers entrepreneurs ayant entraîné le suivi des seconds, en quête d'un créneau de production industrielle? Toujours est-il que toutes ces entreprises ont obtenu l'agrément au code des investissements en dépit de la forte concurrence ainsi créée.

Enfin, notre dernière remarque est en marge de l'analyse (puisqu'elle dépasse la période d'étude) et n'est pas inspirée par les tableaux ci-dessus. Il semble que les investisseurs d'origine libanaise, détenteurs d'une bonne partie du commerce de gros au Burkina, se tournent quelque peu vers l'industrie. Plusieurs unités industrielles ont ainsi été récemment créées ou sont en cours de création, voire en projet. C'est un phénomène assez nouveau. Elles relèvent surtout de la branche ouvrages en métaux : EMETAL créée en 1990 (fers à bétons), Hage Métal créé en 1992 (grillages, pointes...) par le groupe HAGE (un projet de fabrication de peinture doit bientôt aboutir). Attié Faouaz traditionnellement importateur de pièces détachées pour vélos et cyclos s'engage actuellement dans leur production pour un assez gros investissement. Le groupe FADOUL doit aussi débiter une unité industrielle de pompes hydrauliques et une unité de peinture ASTRAL. Quelques autres entreprises plus petites ont aussi été recensées.. Toutes ces sociétés travaillent pour le marché intérieur, elles sont apparues avec le renchérissement des prix des produits importés, d'Europe notamment, phénomène qui a été largement renforcé par la dévaluation de janvier 1994.

Ce bilan de la création industrielle depuis l'indépendance n'est pas brillant. Peu d'entreprises industrielles ont été créées dans ce pays et aucune dynamique ne s'est finalement révélée au cours des différentes périodes étudiées. Ceci ne constitue pas une nouveauté. L'approfondissement industriel créateur de ressources et d'emplois pour le pays n'a pas vu le jour: le faible nombre d'entreprises créées, les produits proposés -essentiellement des biens de consommation courante venant en substitution aux importations et parfois de valorisation des matières premières nationales- les prises de participation étatiques et étrangères pour les plus importantes unités et la faiblesse de l'entrepreneuriat industriel national nous renseignent sur l'échec de l'espoir industriel né avec l'indépendance. Par ailleurs il est intéressant de remarquer que le Burkina Faso n'a pratiquement pas attiré les firmes multinationales, leur engagement s'étant limité à quelques rares entreprises.

La partie suivante va s'attacher à dégager des informations des taux de mortalité des entreprises. Certains types d'entreprises dans certains domaines d'activité ont-ils plus échoué que d'autres? Certaines périodes ont-elles été particulièrement fatales?

II) LES DISPARITIONS D'ENTREPRISES

Pour connaître la mortalité des entreprises nous avons comparé la liste des entreprises créées et agréées depuis 1962 (annexe 1) à celle des entreprises existant en 1993 et ayant émargé au code des investissements (selon l'annexe 2). Il aurait été intéressant de connaître les dates exactes de disparition des unités et d'étudier leur devenir à la fin des avantages octroyés par les codes des investissements : succombent-elles rapidement? Investissent-elles pour obtenir d'autres avantages?... Nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'obtenir ces informations.

Tableau n° 6 :

Entreprises industrielles créées au cours des différentes périodes étudiées et entreprises existant toujours en 1993

Années Secteur d'activité	1962-1969	1970-1983	1978-1983	1984-1991	Taux d'échec global
Agroalimentaire, boissons, tabacs	3 / 4	7 / 13	3 / 6	1 / 3	46%
Textile, habillement, cuir	3 / 6	0 / 2	0 / 2	0 / 0	70%
Articles papier et bois	0 / 2	1 / 1	3 / 3	3 / 3	22%
Chimie	0 / 1	6 / 11	2 / 5	7 / 9	42%
Ouvrages en métaux	2 / 3	2 / 15	0 / 8	5 / 7	73%
Extractions et mines	1 / 1	1 / 2	1 / 1	0 / 0	25%
Taux d'échec global	47%	60%	64%	27%	52%

Note : le premier chiffre correspond aux entreprises encore en vie

Source : Présente Etude

A la lumière des tableaux ci-dessus il est clair que l'entreprise industrielle a eu des difficultés au Burkina. Les taux d'échec toutes branches d'activité confondues sont très élevés. Ceux des deux périodes intermédiaires sont à la fois élevés et identiques, en revanche les entreprises de la première période résistent mieux alors qu'elles sont les plus anciennes. Il est en outre normal que les entreprises récentes connaissent un taux de disparition plus faible. La décomposition des créations selon l'origine du capital admet quelques remarques supplémentaires. Ainsi les taux d'échecs sont particulièrement importants au sein du groupe des entreprises à capitaux privés burkinabè, groupe correspondant essentiellement aux plus petites unités. Seules deux entreprises agro-alimentaires à capitaux voltaïques sur les 10 unités créées lors des trois premières périodes considérées ont survécu et existent toujours en 1993. 2 entreprises sur les 3 créées lors de la dernière période ont déjà disparu. L'hécatombe est encore plus évidente dans la branche textile puisqu'aucune entreprise privée n'a pu subsister. Les industries chimiques se conforment aux constatations ci-dessus même si les dernières créations semblent résister. Enfin, la branche ouvrages en métaux, particulièrement prisée par le secteur privé, nous offre une image désolante de disparitions. Depuis 1984 les nouvelles entreprises créées semblent vouloir se maintenir mais il est sans doute trop tôt pour porter une juste appréciation.

Les entreprises à capitaux étrangers et les sociétés d'économie mixte apparaissent plus solides. Pourtant, leurs résultats n'ont, dans l'ensemble, guère à envier aux entreprises privées et beaucoup d'unités ont changé de statut, les étrangers ayant eu une nette tendance à se désengager. La liste est assez longue d'entreprises dans lesquelles la part de l'Etat s'est accrue. Le phénomène inverse n'a jamais eu lieu. Ainsi l'Etat a augmenté sa participation dans le capital de la CITEC-huilerie, devenant principal actionnaire alors qu'à sa création elle était possédée à hauteur de 83% par les étrangers. FASO-FANI textile, IVOLCY (SIFA, montage de cyclomoteurs), BATA chaussures, BRAKINA brasserie, SAVANA jus de fruits et concentrés de tomates, SIBAM cartoucherie, SAP pneus, SONICO allumettes (au début SARL à capitaux burkinabè uniquement) ont connu le même phénomène, selon une ampleur variable. Ces prises de participation étatiques associées à des désengagements étrangers, ont surtout eu lieu après 1983, c'est-à-dire pendant la période sankariste. Mais comme le souligne P Labazée⁵ il faut plutôt comprendre cette action comme une tentative de maintien d'un tissu industriel national que comme la volonté d'un gouvernement "révolutionnaire" de prendre en main les entreprises industrielles. Ces prises de participation sont en effet des réponses particulières à des situations difficiles : elles interviennent à des moments où les entreprises sont confrontées à des déficits importants et nécessitent de sérieuses restructurations. L'Etat s'est ainsi généralement substitué à des actionnaires défaillants. Il nous est difficile de pouvoir conclure quant à l'efficacité comparée des entreprises suivant l'origine de leur capital, étant donné que certaines unités, en difficulté, ont bénéficié d'apports de capitaux étatiques ou des bailleurs de fonds. Il s'agit en général des

⁵P Labazée, *Entreprises et entrepreneurs du Burkina Faso*, Karthala, 1988, 273p

plus grosses entreprises, sociétés d'économie mixte, considérées comme stratégiques, alors que les entreprises privées, de plus petites tailles, n'ont pu bénéficier de ces secours.

Dans la branche agro-alimentaire, boissons, tabacs, les entreprises privées à capitaux burkinabè ont connu un taux d'échec beaucoup plus important que les entreprises publiques et/ou à capitaux étrangers. Il faut noter que ces entreprises sont généralement de petite taille alors que les entreprises publiques et/ou à capitaux étrangers sont de plus grande ampleur. Petites et grandes entreprises entrent cependant rarement en concurrence directe sur les marchés étant donné qu'elles ne proposent pas les mêmes productions : les entreprises privées sont en effet essentiellement confinées à la confiserie et à la biscuiterie industrielles. Plusieurs tentatives ont aussi eu lieu dans la transformation du lait. Ce domaine semble particulièrement délicat et les échecs quasi-systématiques. Les interventions étatiques et parfois étrangères s'intéressent plutôt à la valorisation des matières premières locales : huilerie de coton, transformation textile, société sucrière, société d'alcools... associées à des opérations de développement agricole intégré pour les cultures de rente (coton et canne à sucre). Ces entreprises demeurent toujours, souvent à grands renforts de subventions. Au contraire, les entreprises de la branche agro-alimentaire, boissons, tabacs, transformant des matières premières agricoles importées et à capitaux étrangers majoritaires sont en meilleure posture. Il s'agit des brasseries et de l'entreprise de cigarettes. Elles ont de la même façon bénéficié (comme les Grands Moulins produisant la farine de blé importé) de monopoles de fait (par la restriction aux importations), ce qui n'est pas le cas pour les confiseries devant faire face à une forte concurrence intra-branche et subissant la fraude sur les produits importés.

Des comparaisons inter-branches peuvent éclairer notre recherche de facteurs objectifs expliquant les performances des entreprises industrielles au Burkina Faso. Toutes les entreprises de chaussures, en cuir ou en plastique ont échoué, qu'elles qu'aient été la taille ou l'origine du capital. Le même phénomène s'est produit pour les entreprises de confection textile ou de sacs. Une première entreprise d'allumettes a fermé, la seconde a eu des difficultés, en a de nouveau et opère une restructuration. Ces différentes productions ont un point commun : elles entrent en concurrence directe avec des produits d'importation, que celle-ci soit légale pour la friperie et les chaussures ou frauduleuse pour les piles et les allumettes. Dans tous les cas le marché visé est celui des consommateurs burkinabè pour la vente de produits de consommation courante. Les produits sont plus ou moins diversifiables, les exigences des consommateurs variables. Dans quelle mesure et pourquoi ce facteur lié au type de production proposée influe-t-il sur la compétitivité de l'entreprise? Quelles nouvelles contraintes cette donnée vient-elle ajouter au fonctionnement de l'entreprise? Ce sont des interrogations qu'il nous restera à élucider.

Au total différents types de facteurs semblent expliquer les difficultés des entreprises étudiées. Les entreprises de transformation des matières premières agricoles locales semblent avoir la tâche particulièrement ardue. L'origine du capital et la nature de l'entrepreneuriat ont aussi visiblement leur rôle à jouer. Il restera à essayer de déterminer pourquoi. Enfin il semble que le type de produit proposé puisse avoir un impact sur les potentialités de réussite de l'entreprise.

III) QUELQUES CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES ACTUELLES⁶

Plaçons nous désormais dans les années 1992, 1993 et début 1994 à un moment où les investisseurs seraient en droit d'adopter une position d'attentisme. L'environnement réglementaire évolue, sous l'effet des mesures de libéralisation mises en oeuvre depuis l'adoption du PAS (Programme d'Ajustement Structurel) en mars 1991. A quoi ressemble donc aujourd'hui le paysage industriel burkinabè et quelles sont les principales caractéristiques de ses entreprises?

En 1993, 19 entreprises ont été recensées dans la branche agro-alimentaire, boissons, tabacs, seulement 3 dans la branche textile, habillement, cuir et 7 dans la branche fabrication d'articles de papiers et imprimerie (dont 3 imprimeries). L'industrie chimique concerne 19 entreprises et 17 entreprises industrielles appartiennent à la branche ouvrages en métaux et en bois.

⁶Y compris celles créées depuis 1992 et celles créées auparavant, n'ayant pas demandé d'agrément au code des investissements en vigueur.

Tableau n° 7 :

Nombre d'entreprises industrielles par branche d'activité au 31 décembre 1993

Branche d'activité	Nombre d'entreprises
Agro-alimentaire, boissons, tabacs	19
Textile, habillement, cuir	3
Fabrication d'articles papier et imprimerie	7
Industries chimiques	19
Fabrication d'ouvrages en métaux et en bois	17
TOTAL	65

Source : Présente étude

La branche agro-alimentaire comporte deux pôles bien distincts : d'un côté les grandes entreprises détenues par des capitaux étrangers ou publics, de l'autre des petites unités à capitaux privés burkinabè. Les premières ont été mises en place dans les années 60 ou 70, les autres sont plus récentes et datent pour la plupart d'après 1988. Les investisseurs étrangers participent essentiellement à la transformation des matières premières agricoles importées alors que l'Etat s'est plutôt attaché à la transformation des cultures de rente burkinabè. Mais nous avons déjà largement exposé cette caractéristique. Le secteur privé burkinabè est constitué de petites unités et n'est pas très diversifié : 4 confiseries, une biscuiterie, une entreprise de sirops et confitures, une entreprise de pâtes alimentaires, une autre d'huile de coton et une de cubes aromatiques de cuisson. Les confiseries utilisent jusqu'à maintenant le sucre produit par la société sucrière (mais elles ont obtenu récemment l'autorisation d'importer du sucre par l'intermédiaire de la Caisse Générale de Péréquation), l'huilerie importe depuis quelque temps de l'huile brute qu'elle raffine, auparavant elle assurait la transformation complète (trituration et raffinage) de la graine de coton. L'entreprise de pâtes alimentaires importe le blé d'Europe et enfin les cubes aromatiques sont fabriqués à partir de poudre importée. Il est à remarquer que peu de biens potentiellement de large diffusion sont produits par les entreprises privées. En outre, aucune des entreprises présentes n'assure la transformation de produits vivriers qui demeure l'apanage du secteur informel (artisanat alimentaire rural et urbain).

La transformation industrielle des produits alimentaires n'a pas connu de grands bouleversements dans la dernière décennie, les investissements publics se sont taris, les investisseurs étrangers se sont plutôt désengagés, les entrepreneurs privés nationaux n'ont pas assuré la relève..

La branche textile, habillement, cuir compte désormais 3 entreprises industrielles dont 2 sociétés d'économie mixte (pour la filature et l'égrenage de coton) et 1 société récemment privatisée de tannage de cuir et de maroquinerie. Le coton fibre est essentiellement exporté, pour le reste il est vendu à la filature. Les grânes de coton sont aussi pour une faible part vendues aux huileries. Les entreprises du cuir exportent quasiment toute leur production et écoulent peu sur le marché national. En revanche, le secteur artisanal informel assure la transformation pour le marché burkinabè, tailleurs, teinturiers, tapissiers, tanneurs, maroquiniers sont nombreux en ville et en milieu rural. Autour de la ville de Kaya on ne compte ainsi pas moins de 60 à 70 cours de maroquiniers (chaque cour comptant 1 à 4 travailleurs) et 10 à 15 cours de tanneurs.

Dix neuf entreprises sont présentes dans la branche de l'industrie chimique. Elles produisent presque toutes des biens de consommation courante mises à part FASOPLAST pour la production d'emballages plastiques industriels et SAPHYTO fabricant des produits phytosanitaires pour l'agriculture. La branche fabrication d'ouvrages en métaux semble finalement avoir été la plus dynamique à la fois pour le montage des vélos, cyclomoteurs et la fabrication des pièces détachées, plus récemment dans l'outillage pour la construction et dans la menuiserie métallique. En revanche la fabrication d'outillage agricole n'a pas constitué un créneau porteur tel qu'on aurait pu l'imaginer dans un pays rural, il n'existe actuellement que 2 EPIC (Etablissement Public Industriel et Commercial) et une SARL dans le secteur moderne, le reste est assuré de façon traditionnelle par les forgerons ruraux.

Nous avons dressé l'inventaire des créations puis des disparitions d'entreprises depuis l'indépendance. Aujourd'hui le tissu industriel au Burkina est mince, pour ne pas dire insignifiant. Le décollage n'a pas eu lieu. C'est dans ce contexte que sont mises en oeuvre de nouvelles réformes économiques tendant à modifier l'environnement législatif et fiscal des entreprises et cherchant à promouvoir le développement du secteur privé. Celui-ci est devenu le nouveau cheval de bataille du gouvernement et des institutions financières internationales. Tout d'abord, une première vague de privatisations est en cours. On veut désengager l'Etat du secteur productif, dans l'objectif d'une part de soulager les finances publiques, d'autre part d'assainir la gestion des entreprises privatisées et enfin de stimuler l'initiative privée et les investissements productifs. Vingt entreprises publiques tous secteurs d'activité confondus vont être cédées intégralement au secteur privé. Parmi ces entreprises il y a 8 entreprises industrielles, les GMB (Grands Moulins du Burkina), la SBCP (Société Burkinabè des Cuirs et Peaux), la SBMC (Société Burkinabè de Manufacture du Cuir), la SIFA (Société Industrielle du Faso), FASOPLAST (Société des Plastiques du Faso), les sociétés BRAKINA et SOBBRA et le CNEA (Centre National d'équipement Agricole). La SBCP et la SBMC ont d'ores et déjà été rachetées par un opérateur économique burkinabè et appartiennent désormais au groupe Aliz cuirs et peaux. Pour les autres entreprises, les appels d'offres sont lancés, la commission de privatisation,

créée pour l'occasion, n'a pas encore cloturé les dossiers. Préférence est donnée aux investisseurs nationaux qui doivent essayer, tant que faire se peut, de maintenir les effectifs employés. Cela va-t-il changer le paysage industriel, les entreprises vont-elles réussir à se maintenir? En ont-elles les capacités?. Il faudra attendre quelques temps pour constater les conséquences effectives de ces transferts de propriété.

Nous pouvons établir une typologie sommaire des entreprises burkinabè actuelles. Elles se répartissent tout d'abord en 2 grands groupes : d'une part un ensemble constitué par les entrepreneurs privés nationaux, d'autre part un autre ensemble dans lequel peuvent être réunies les sociétés d'économie mixte et les sociétés à capitaux étrangers (beaucoup de sociétés à capitaux étrangers ont aussi une participation publique, initiale ou qui s'est produite à un certain moment). Les entreprises dont l'initiative appartient à un entrepreneur burkinabè ont, en général, agi de façon indépendante. Le promoteur, partant d'une idée, a souvent acheté son équipement à un fabricant européen qui vient faire le montage, forme assez rapidement le personnel d'entretien et repart. Il n'y a pas d'accord particulier, il s'agit d'une simple vente de matériel. Un certain nombre d'entrepreneurs cependant, passés de l'artisanat à l'industrie, ont acheté leur équipement petit à petit, se déplaçant eux mêmes, se modernisant et produisant progressivement des biens de meilleure qualité. Ces dernières entreprises semblent les plus solides. En outre, les productions du secteur privé burkinabè ne bénéficient en général pas de monopole et sont soumises à la concurrence des importations ou à leur propre concurrence (puisqu'elles ont souvent tendance à produire la même chose). Enfin, elles exportent très peu, produisent surtout des biens de consommation courante pour la population des individus et un peu de biens intermédiaires pour l'Etat et les bailleurs de fonds (par exemple des pompes hydrauliques, du mobilier hospitalier). Ceci n'est qu'une grande tendance; il existe bien évidemment des cas particuliers.

D'un autre côté les entreprises publiques et/ou à capitaux étrangers bénéficient ordinairement de monopoles de fait (par les restrictions aux importations...). Bon nombre d'entre elles ont pour objectif la valorisation des matières premières locales, les autres produisent des biens de consommation courante (piles, pneus de vélos...) même si des tentatives de production d'outillage agricole et de biens intermédiaires (emballages) pour l'industrie ont récemment eu lieu. Les partenaires étrangers ou les bailleurs de fonds ont en général largement participé à l'élaboration du projet industriel, présentant le dossier technique, les fournisseurs... Ils sont aussi impliqués dans la gestion de l'entreprise.

ANNEXE 1

ENTREPRISES INDUSTRIELLES CREEES ET AGREEES AUX CODES DES INVESTISSEMENTS DEPUIS 1962⁷⁸

D) Industries agro-alimentaires, boissons et tabacs

- AGRILAIT, produits laitiers, code des investissements 1978, PB 100%, K=20
- ARIDA, oléagineux, savons, SA, 1963
- BRAVOLTA (Brasseries voltaïques, devenues BRAKINA), 1962, SA (PE 98%, PB 2%), K=660 millions, E=262
- CITEC / SHSV (Sté des Huiles et Savons Voltaïque), 1969, SAEM (EB 16,4%, PE 83,6%), K=305, E=285
- COBU (Confiserie Burkinabè), 1977, EI, PB 100%, K=77
- COFA (Confiserie du Faso), 1977, SEM (EB 46%, PB 27%, PE 27%), K=243
- COVOLTA (Confiserie de Voltas), 1977, PB 50%, PE 50%, K=40, E=20
- GMV (Grands Moulins Voltaïques, devenus GMB), 1970, SA (PE 63%, EB 28,6%, PB 8,4%), K=133, E=48e
- MAVOCI (devenue MABUCIG), 1966, cigarettes, SA (PE 90%, PB 10%), K=150, E=45
- MELIOR, fiscalité spéciale 1984, PB 100%
- SAVANA, boissonsaux fruits et concentrés de tomates, 1977, SEM, K=136, E=26
- SIBB (Sté Industrielle des Biscuits et Bonbons), 1977, EB 16%, PB 84%, K=12
- SIBEA (Sté Burkinabè d'épices et d'aliments), 1989, PB 100%, K=100, E=50
- SICOPAD (Sté Industrielle et Commerciale des Produits Alimentaires et Dérivés), 1978, K=16, E=55
- SIPAL (Sté Industrielle de Produits Alimentaires), SARL (PB 100%), K=10
- SOBOCOB, confiserie, fiscalité spéciale 1984,
- SOCONAF, confiserie, code des investissements 1970, PE 100%, K=35
- SOFIB huilerie, huile de coton, 1978, SA (PB 65%, PE 35%), K=300
- SOPAL (Société de Production d'Alcools) alcools, 1983, SEM, K=300, E=30
- SOSUHV (SOCIÉTÉ SUcrière du Haute-Volta, devenue SOSUCO), 1973, SA (EB 71,9%, PE 26,5%, PB 1,6%), K=1965,5, E=1640
- SOVOBRA (Sté Voltaïque de Brasseries, devenue SOBBRA), 1975, SA (PB 51%, PE 49%), K=300, E=75
- SOVOCO (Sté Voltaïque de Confiserie), 1977, K=40, E=20
- SPLD (Sté des Produits Laitiers et Diététiques), 1975
- VOLTAPAT (sté devenue BURKINAPAT), 1973, (PB 60%, PE 40%)
- VOLTAVIN (sté des vins de Haute Volta), code des investissements 1978, K=20

⁷Sources : Rapports d'activité de 1967, 1974, 1982 ET 1993 de la DGDI (Direction Générale du Développement Industriel) du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Mines, sur l'industrie burkinabè ; Recensement industriel et commercial, INSD (Institut National de la Statistique et de la Démographie), 1989, enquêtes personnelles.

⁸Le code des investissements de 1984 a été complété par une procédure rapide permettant aux entreprises de bénéficier des avantages de mesures appelées Fiscalité spéciale et Réduction du droit fiscal à l'importation. De nombreuses entreprises n'ont pas bénéficié des avantages du code des investissements ayant préféré opter pour une procédure plus rapide. Nous avons donc aussi comptabilisé les entreprises ayant obtenu un de ces avantages. Les entreprises agréées, qui n'ont jamais été créées, ont été enlevées de l'échantillon.

II) Industries textiles, habillement, cuir

- BATA, chaussures, 1965, PE 100%, K=75, E=120
- CTMC (Sté devenue SBMC, Sté Burkinabè de Manufacture du Cuir), 1965, EB 100%, K=49,5, E=37
- SVCP (devenue SBCP, Sté Burkinabè de Cuirs et peaux), E=44
- SICOVO (Société Industrielle et Commerciale Voltaïque), industrie textile, confection, 1963
- SINAC, chaussures, 1978, EB 100%, K=220
- SOVIC (Sté Voltaïque de la chaussure), 1978, EB 100%, K=200, E=160
- SOVIS (Sté Voltaïque pour l'Industrie du Sac), 1976
- SOVOLTA (Sté de tannerie et des industries du cuir), 1975, SA (PB 51%, PE 49%), K=250, E=51
- VOLERI, 1968, industrie textile
- VOLTEX (devenue FASO FANI), tissus, 1965, SEM (EB 49,5%, PE 49,8%, PB 0,7%), K=400, E=500

III) Fabrication d'articles papier et tranformation du bois

- Imprimerie Nationale, code des investissements 1978
- Imprimerie nouvelle, code des investissements 1978
- Imprimerie Savane, code des investissements 1978
- Nana Boureima, fabrication d'enveloppes, fiscalité spéciale 1984
- PAPEC, fournitures scolaires, 1973, SA (PB 82%, PE 18%), K=40, E=20
- SICOMAF, fabrication d'allumettes, 1988, EB 75%, PB 25%, K=200
- SONACEB, emballages carton, 1989, SA (PE 51%, PB 40%, EB 9%), K=400
- SONICO, 1965, SARL, fabrication d'allumettes, K=50, E=45

IV) Industries chimiques

- AFRIPLAST, chaussures plastiques, 1988, K=25, E=12
- FASOPLAST, emballages et articles de ménage en plastique, 1989, SEM (EB 92%, PE 7%, PB 1%)
- FLEXIFOAM (Sté africaine de produits plastiques, devenue COBOPLAST), 1976, PB 100%, K=25, E=33
- MAVIE (MANufacture Voltaïque Insecticides et d'Esthétique), 1975, spirales anti moustiques, PB 100%, K=25, E=33
- Nana Boureima savonnerie, fiscalité spéciale 1984
- PLASTAFRIC, 1973, PB 80%, PE20%, K=25
- Projet céramique, 1986, SEM, E=20
- PROCHIMIE, 1976, SARL, PB 90%, PE 10%, K=10
- SACA (Sté Africaine pour la Caoutchouc et le Cuir), 1975, SA (PB 60%, PE 40%), K=15, E=20
- SAP (Sté Africaine de Pneumatiques), 1974, SA (PB 75%, PE 25%), K=120, E=249
- SAPHYTO, produits phytosanitaires et insecticides, 1989, SEM, EB 52%, PE 48%, K=400
- SAUDEP, (Sté Africaine Pour l'Utilisation Domestique), code des investissements 1978, K=60, E=26
- Savonnerie Bénéré, 1990
- Savonnerie du Bulkiemde, fiscalité spéciale 1984
- SBP (Sté Burkinabè de Peintures), 1991, SARL (PB 67%, PE 33%)
- SIP (Sté Industrielle du Polyester), EB 98%, PB 2%, K=88
- SOBEMA (Sté Burkinabè d'Emallerie), EB 50%, PB 50%, K=100
- SOBICOM, fabrication de nattes, 1980, K=100, E=38, PB 100%
- SOBUGAZ, 1971, SA (PE 66%, EB 33%, PB 1%),
- SOCOREP (Sté Commerciale de rechapage de pneus), code des investissements de 1970
- SOFACI, fabrication de bleus d'outre-mer, de lessive, de savon, fiscalité spéciale 1984

- SOFIB mousse, 1987, SA (PB 100%)
- SOFIB savonnerie, 1987, SA (PB 100%) K=450, E=60
- SOPEF (Sté des Peintures du Faso), code des investissements 1983, PB 100%, K=65
- SOPIVOLTA (Sté de piles voltaïques, devenu SOFAPIL), 1970, SA (PB 36,98%, PE 63,02%), K=40, E=35
- SOVOPLAST, 1973, PE 75%, PB 25%, K=24
- SOVORES (revêtement sanitaire, devenu SONACAB), 1978,
- SVPCE (Sté Voltaïque de Peintures, colorants et emballages), 1968, SA (PB 56%, PE 44%), K=8, E=23
- TECHNIMETAL, blocs de mousse, 1982, K=20, E=20
- VOLTOA (Sté voltaïque d'Oxygène et d'Acétylène), pneumatiques et chambres à air, 1973, SA (PE 90%, EB 10%), K=35, E=16

V) Industries de traitement du métal et du bois

- ACMD (Atelier de Constructions Métalliques et Divers), code des investissements 1978, K=50, E=50
- AMK (Atelier Mécanique du Kossodo), EPIC, E=11
- APICOMA (équipements agricoles), 1975, EPIC, K=233, E=57
- CARVOLT (Sté de cartoucherie voltaïque, devenue, SIBAM), 1973, SARL
- CBTM (Cie Burkinabè de transformation des métaux), articles ménagers, éléments de couverture, 1973, PE 97%, PB 3%
- CNEA (Centre National d'Equipement Agricole), EPIC, K=837, E=109
- CVTM (Cie Voltaïque de traitement des Métaux), 1973, SA (PE 67%, PB 33%), K=30, E=35
- EIBCV (Entreprise Industrielle de Bois de Construction Voltaïque), 1965
- EMETAL, fers à bétons, 1990, PB 100%
- EMA (Emballage Métallique Afrique), 1977, K=40
- FIV (Ferrerie Industrielle de Haute-Volta), 1973
- Fonderie de Haute-Volta, fers à béton, 1977, K=175
- Fonderie mécanique (1977), K=500
- IVOLCY (société devenue SIFA), 1963, fabrication de vélos et cyclos, SA (PE 100%), K=75, E=120
- HAGE METAL, tôles, grillages, pointes, fiscalité spéciale 1984
- PROFIMETAUX, (fabrication de profilés de métaux), 1973, SARL (PB 40%, PE 60%), K=25, E=60
- SAC (Sté Africaine de Cycles), 1978, K=128, E=134
- SAFI (Sté Africaine de Fabrication Industrielle), 1973, SA (PB 51%, PE 49%), K=30, E=85
- SAMFA (Sté Artisanale de Mecanique du Faso, cycles et cyclomoteurs), 1980, K=160
- SARI, lampes tempêtes, 1978, SA, K=30, E=60
- SAVOC, 1980, K=160
- SIB (Société Industrielle Bobolaise), 1963, fabrication de lits métalliques
- SIMAC, 1978, K=15, E=15
- SOCICOM (Sté de Construction Industrielle et Commerciale), 1982, SA, K=78, E=47
- SOCIFA (société devenue Diacfa industries), 1985, K=350, E=50
- SOGEFIA (Sté de Gérance et de Fabrication Industrielle Africaine), charpentes, citernes, 1973, K=100
- SOMIMA (Sté de soudure métallique), 1971, EI (PB 100%), K=20
- SOVEL (Sté Voltaïque d'Electronique), postes radio à transistor, 1974, PB 42,5%, PE 57,5%, K=10, E=32
- SOVICA (Sté Voltaïque d'Intérêt Collectif Agricole), 1969, EB 33%, PB 67%, K=30, E=27
- SOVOMAC, code des investissements 1970,
- SOVOPI (SOciété VOLtaïque de Pointerie Industrielle), code des investissements 1970, K=15
- SVBM, 1978, K=5, E=47
- Techn-Eau-terre, fabrication de pompes hydrauliques, fiscalité spéciale 1984
- TECHNIBOIS, menuiserie industrielle, PB 100%, E=262
- VM (Voltaïque du Métal), 1976, (EB 40%, PB 60%), K=55

- VOLTAICA (Sté voltaïque pour l'avancement de l'industrie, du commerce et de l'artisanat), 1974, SEM, K=80, E=40
- VOLTEMA (Volta Emaillerie), 1974, SA (PB 80%, PE 20%), K=15

VI) Extractions et mines

- COVEMI (exploitation minière), 1978, SEM, K=40, E=26
- Mine d'or de Poura (convention 1960)
- SOMITAM (Sté Minière de Tambao), code des investissements de 1970
- SOREMI (Sté de recherches minières), 1977, EB 34%, PE 66%, K=450, E=55
- VOBRICERAM (Sté Voltaïque de Briqueterie et de Céramique), 1966, SEM (EB 74,5%, PB 3,5%, PE 22%), K=42, E=50

Légende :

- E : Nombre d'employés
- EI : Entreprise Individuelle
- EPIC : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
- K : Capital Social (en millions de francs CFA)
- SA : Société Anonyme
- SAEM : Société Anonyme d'Economie Mixte
- SARL : Société A Responsabilité Limitée
- SEM : Société d'Economie Mixte

ANNEXE 2

ENTREPRISES MODERNES ACTUELLES DU SECTEUR MANUFACTURIER

A) Entreprises alimentaires, boissons, tabacs (chiffres en millions de FCFA)

NOM	Production	Produits agricoles transformés	Nombre d'employés permanents	Capital social	Chiffre d'affaires (en 1989)	ancienneté	lieu de production	Nature juridique
BRAKINA	bière	Malt, maïs	330	1000	5041	1960	Bobo-Dioulasso	SA, Etat 22%, P.b 78%, P.étr 1%
Burkinapat	pâtes alimentaires	blé	75	50	592	1973	Ouaga	SA, P.b 100%
SHSB (Sté des Huiles et Savons du Burkina)-CITEC	Huile, savons	Coton	370	1500	9085	1967	Bobo	SEM, E 7%, parap 72%, P.étr 11%
CINCO	Yaourts	lait en poudre	10		40 (en 1993)	1988	Ouaga	SARL, P.b 100%
COBU	Bonbons	Sucre	27	71	422	1986	Ouaga	EI, P.b 100%
FASO KOSSAM	lait, yahourts	lait	15	50		1990	Bobo	projet BF exécuté par la FAO
GMB (Grands Moulins du Burkina)	farine	Blé, maïs	160	433	5325	1970	Banfora	SEM, E 33%, parap 43%P.b 24%,
MABUCIG	cigarettes	tabacs	145	472	5728	1966*	Bobo	SA, P.b 20%, P.étr 80%
NOCOB	confiserie	sucre	35	100	33 (en 1992) (?)	1992	Ouaga	SA, P.b 100%
SAFCO	confiserie	sucre	15	13		1991	Bobo	SA, P.b 100%
SAVANA	jus de fruits, concentrés de tomates	fruits, tomates, sucre	50	420	452	1978	Bobo	SEM, parap 99%, P.b 1%
SIBEA	cubes jumbo	poudre (importée)	50	100	1353 (en 1989)	1989	Ouaga	SA, P.b 100%

SOBBRA	bières, boissons	Malte, sucre	370	1000	7580	1974	Ouaga	SA, E 2%, parap 1%, P.b 49%, P.étr 48%
SOBICOB	confiserie	sucre	70	120	480 (en 88 avant reprise)	reprise 1991	Ouaga	SA, P.b 100%
SODEPAL	gateaux						Ouaga	
SOFIB- huilerie	huiles de coton	coton	102	302	680	1980	Bobo	SA, P.b 65%,
SOPAL	alcool	sucre	30	300	373	1982	Banfora	SAEM,
SOSUCO	Sucre	canne à sucre	1860	6030	9217	1968	Banfora	SEM, E 66%, parap 16%, P.étr 18%
UCOBAM (1)	confitures	fruits et légumes				1968	Ouaga	SEM,

(1) UCOBAM est une coopérative agricole qui assure la commercialisation des fruits et légumes vers l'Europe. Elle a cependant un volet transformation industrielle et produit de la confiture.

Source : - données de la DGDI (Direction Générale du Développement Industriel) du ministère de l'industrie, du commerce et des mines.

- Enquêtes personnelles auprès des entreprises

B) Industries textile, habillement, cuir (chiffres en millions de FCFA)

NOM	Production	Produits agricoles transformés	Nombre d'employés permanents	Capital social	Chiffre d'affaires	ancienneté	lieu de production	Nature juridique
FASO FANI	tissus, pagnes	Coton	780	1110	4478	1965	Koudougou	SEM, E 55%, parap 45%
SBMC (Société Burkinabè de Manufacture du cuir)	maroquinerie	peaux tannées	65	699	197 (en 1992)	1985	Ouaga	SA, PB 100%, récemment privatisée
SOFITEX (1)	coton	coton	757	4400	32487	1979	Bobo	SEM, E 45%, parap 21%, P.étr 34%

Source : Données de la Direction Générale du Développement Industriel du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines (MICM) ; enquêtes personnelles

(1) La SOFITEX a pour objet principal l'achat du coton graine aux paysans (ce qui implique toute un encadrement technique), son acheminement aux usines d'égrainage, l'évaluation de la fibre qui en résulte et sa commercialisation. La transformation industrielle du coton ne représente donc qu'une partie des activités de la SOFITEX. Nous n'avons pas encore pu l'estimer.

C) Fabrication d'articles de papier et imprimerie (chiffres en millions de FCFA)

NOM	Production	matières premières principales	Nombre d'employés permanents	Capital social	Chiffres d'affaires	Ancienneté	lieu de production	Nature juridique
PAPEC	articles papier	bois	34	100	280 (en 1988)	1981	Ouaga	SA, P.b 100%, (gpe Fadoul)
SICOMAF	allumettes	bois				1990	Ouaga	SA, P.b 75%, P.étr 25%
SONACEB	cartons d'emballage	plaques pro-format	30	400		1987	Bobo	SAEM, E 9%, P.b 40%, P.étr 51%
Nana Boureima enveloppes								
Grande Imprimerie du Burkina								
Imprimerie Nouvelle du Centre	imprimerie	papier	49	15	398	1981	Ouaga	SARL, P.b 100%
Imprimerie nationale du Burkina	imprimerie	papier	108	326	665	1963	Ouaga	EPIC,

Sources : données de la DGDI et enquêtes personnelles

D) Industries chimiques

NOM	Production	matières premières	Nombre d'employés permanents	Capital social	Chiffres d'affaires	Ancienneté	lieu de production	Nature juridique
COBO-PLAST	tubes PVC d'adduction et forage	Poudre de pression	21		184	1987	Ouaga	SARL, P.b 100%
FASO Mousse	matelas mousse	polypropylène	15			1994	Ouaga	
FASOPLAST	articles ménage et emballages en plastique	prolyéthylène et propylène	113	681	1006	1986	Ouaga	SEM, E 35%, parap 58%, P.étr 7%
MEDIFA	médicaments	Glucose, eau	26	600	180 (en 1992)	1989	Ouaga	SEM,
PHYCOS	produits cosmétiques	Karité				1988	Ouaga	SARL(?), P.b 100%
PROCHIMIE	pommades		35	50	130	1976	Ouaga	SARL, P.b 100%
Projet Céramique	céramique utilitaire et décorative	kaolin, feldspath, sable	20		25 (en 1992)	1986	Ouaga	
SAP olympic	pneus	caoutchouc	570	900	2598	1972	Bobo	SAEM, E 15%, P.b 85%
SAPHYTO	produits phytosanitaires et insecticides	coton, solvants pétroliers		400	2150 (en 1992)	1989	Bobo	SA, P.b 50%, P.étr 50%
SAVONNERIE Bénére	savon	huile de coton				1990	Ouaga	
SBP (Sté Burkinabè de Peintures)	Peinture	Kaolin, colorants, huile, poudres	7	50		1993	Ouaga	
SIBAM	munitions		38	40	817	1970	Ouaga	SEM, E 73%, P.b 13%, P.étr 15%
SOBUGAZ	oxygène, acétylène		22	90	178	1972	Ouaga	SA, parap 34%, P.b 1%, P.étr 65%

SOFACI	lessive, savon							Bobo	PB 100%
SOFAPIL	pires R-20 et R-06		160	682	2286	1970		Bobo	SA, P.b 100%
SOFIB- savonnerie	savons	huile de coton	60	450	1730 (en 1992)	1987		Bobo	SA, P.b 100%
SOMOUSSE	blocs de mousse	Polypropylèn e	23	30	150 (en 1988)	1980		Bobo	SA, P.b 100%
SONACAB	carreaux	kaolin du BF	43	365	35	1982		Ouaga	SEM, E 99,86%
TECHNIME -TAL	blocs de mousse		20	20	297	1982		Ouaga	EI, Bachour 100%

Sources : données de la DGDI et enquêtes personnelles

E) Ouvrages en métaux et en bois

NOM	Production	matières premières	Nombre d'employés permanents	Capital social	Chiffres d'affaires	Ancienneté	lieu de production	Nature juridique
AMK (Atelier Mécanique de Kossodo)	pompes hydrauliques	Profilés d'acier	11		24 (en 1987)	1982	Ouaga	EPIC
APICOMA	charrues, charrettes		57	233	536 (en 1987)	1975	Ouaga	EPIC
CBTM (Cie Burkinabè Transformation métaux)	articles ménager, éléments de couverture	tôles ondulées, bacs	63	120	2828	1973	Bobo	SA P.étr 97% P.b 3%
CNEA (Centre National d'Equipement Agricole)	Equipement agricole		109	837	469 (en 1987)	1983	Ouaga	EPIC
EMETAL	fers à bétons	fer embobiné	45	100	630 (en 1992)	1990	Ouaga	SARL
Ets Bamboré Augustin	Mobilier hospitalier	fer profilé	30	65	100-200 millions	1980	EI	
Hage Métal	Tôles, grillages, pointes	Tôles embobinées	115	50	743 (en 1992)	1992	Ouaga	
OMA (Office de Métallurgie Africaine)	pièces détachées vélos, cyclos	Profilés d'acier et aluminium	35			1994	Ouaga	SA
PROFI-METAUX	profilés, tôles		68	65	2297	1973	Bobo	SARL P.b 100% (libanais)
Scierie Coulibaly	bois	bois	40	300	31 (en 1987)	1984	Banfora	EI, P.b 100%
Scierie Gassoub	bois	bois	8	39	49 (en 1988)	1971	Banfora	EI, P.b 100%
SIFA (Société Industrielle du Faso)	vélos, cyclomoteurs		210	673	7443	1963	Bobo	SEM E 32% P.b 19% P.étr 49%
SOBEMA	produits ménagers émaillés		32	100		1998	Ouaga	SEM

Diacfa industries	cyclomoteurs	Pièces détachées CKD	50	350	550 (en 1992)	1985	Ouaga	SA P.étr 100%
SOMIMA (Soudure Métallique IMA)	meublier de bureau	profilés de fer	40	20	210 (en 1992)	1971	Ouaga	EI P.b 100%
SOVICA (Soc. Villageoise Coopérative Agriculture)	outillage agricole (charrettes, charrues)		55	75	215	1965	Ouaga	SARL, P.b 65%, P.étr 35% (CCCE)
TECHNI-BOIS	menuiserie industrielle	profilés, bois	262	70	1356 (en 1988)		Ouaga	SA P.b 100%

Sources : données de la DGDI et enquêtes personnelles

Légende :

- E : Etat
- EI : Entreprise Individuelle
- EPIC : Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial
- Parap : parapublic
- P.b : Privés burkinabè
- SA : Société Anonyme
- SAEM : Société Anonyme d'Economie Mixte
- SARL : Société à Responsabilité Limitée
- SEM : Société d'Economie Mixte

ANNEXE 3

DONNEES GENERALES SUR L'ECONOMIE NATIONALE

Tableau n°1 : Evolution du Produit Intérieur Brut par secteur d'origine (en millions de FCFA à prix courants)

Secteurs d'activités économiques	1970	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Primaire (1)	33500	102600	236472	207043	198113	222431	230524	234940	263100	255966
Secondaire (2)	14600	43100	137138	150234	164039	167621	184620	173838	166469	181240
-industries extractives	100	400	12098	13779	14969	13822	7757	7826	7342	7517
-Energie	600	3500	3044	2729	5146	6339	7479	7193	7129	7415
-BTP	3600	9900	32105	40024	42323	36399	55959	43112	41899	45102
-Industries manufacturières	10300	29300	89891	93702	101601	111061	113425	115707	110099	121206
Tertiaire (3)	30000	115700	270541	284290	288197	311042	335274	343941	352964	353960
Droits et taxes à l'importation	4500	16000	25459	34404	26272	36051	36671	33912	40001	37908
-PISB*	-700	-5500	-6513	-9618	-8714	-8454	-9317	-10727	-12135	-12038
Produit Intérieur Brut (PIB)	81900	271900	663097	666353	667907	728691	777772	776904	810399	817036

Source : d'après LES COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA, 1980, INSD (Institut National de la Statistique et de la Démographie), Direction des Comptes Economiques et de la Conjoncture) ; LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD et LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993, INSD.

Ces données sont des données définitives pour les années 1970, 1980 et de 1985 à 1989, elles sont semi-définitives pour les années 1990 et 1991 et provisoires pour l'année 1992

(1) Secteur primaire : Agriculture ; Elevage ; Sylviculture, pêche et chasse

(2) Secteur secondaire : Industries extractives ; Produits alimentaires, boissons et tabacs ; Industrie du textile, de l'habillement et du cuir ; Fabrication d'articles papier et imprimerie ; Industrie chimique ; Fabrication de produits minéraux non métalliques ; Ouvrages en bois et en Métaux ; Electricité, gaz et eau ; Bâtiment et travaux publics

(3) Secteur tertiaire : Commerce ; Hôtels, bars et restaurants ; Transports, entrepôts et communications ; Etablissements financiers ; Assurances ; Services marchands ; Services non marchands

*PISB : Production Imputée des Services Bancaires

La production des établissements de crédits comprend d'une part la production de services divers rendus à la clientèle (location de coffres, cartes de paiement) et d'autre part la production imputée de services bancaires (PISB) qui est celle fournie par les banques dans leur rôle

d'intermédiaires financiers. Elle est mesurée conventionnellement par la différence entre les intérêts et les dividendes reçus sur les prêts et les placements effectués et les intérêts versés sur les emprunts contractés et les dépôts reçus. (En théorie ne devraient pas être considérés les intérêts et dividendes relatifs aux fonds propres des banques mais par manque d'informations l'ensemble des intérêts et dividendes reçus ont été pris en compte).

Tableau n°2 : Structure du Produit Intérieur Brut

Secteurs d'activités économiques	1970	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Primaire (1)	41%	38%	35%	31%	30%	31%	30%	30%	32%	31%
Total secondaire (2)	18%	16%	21%	22%	23%	23%	23%	22%	21%	22%
-Industries extractives	0,1%	0,1%	1,5%	1,6%	2,2%	2%	1%	1%	1%	1%
-Energie	0,9%	0,9%	0,5%	0,4%	0,8%	1%	1%	1%	1%	1%
-BTP	4%	4%	5%	6%	5%	5%	7%	5%	5%	5%
-Industries manufacturières	13%	11%	14%	14%	15%	15%	14%	15%	14%	15%
Total tertiaire (3)	37%	42%	41%	43%	43%	42%	43%	44%	43%	43%
Droits et taxes à l'importation	5%	6%	4%	5%	5%	5%	5%	5%	5%	5%
-PISB	-1%	-2%	-1%	-1%	-1%	-1%	-1%	-1%	-1%	-1%
Produit Intérieur Brut (PIB)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : d'après COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la Conjoncture ; LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993

(1), (2), (3) : Voir tableau n° 1

Tableau n°3 : Croissance annuelle du PIB par secteur d'activité, fondées sur les prix courants

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Secteur primaire	-12%	-4%	+12%	+4%	+2%	+12%	-3%
Secteur secondaire	+9%	+9%	+2%	+10%	-6%	-4%	+9%
-Industries extractives	+14%	+9%	-8%	-44%	-1%	-6%	+2%
-Energie	-10%	+89%	+23%	+18%	-4%	-1%	+4%
-BTP	+25%	+6%	-14%	+54%	-23%	-3%	+8%
-Industries manufacturières	+4%	+8%	+9%	+2%	+2%	-5%	+10%
Secteur tertiaire	+5%	+1%	+8%	+8%	+3%	+3%	+0,3%
PIB	+0,5%	+0,2%	+9,1%	+6,7%	-0,1%	+4,3%	+0,8%

Source : d'après COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la conjoncture ; LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD ; LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993.

Tableau n°4 : Evolution des valeurs ajoutées produites dans le secteur secondaire manufacturier (secteurs modernes et informel) (en millions de FCFA prix courants)

	1985	1986	1980	1987	1988	1989	1990	1991	1992
31. Productions alimentaires, de boissons et tabacs dont :	44928	52836	20286	60239	58267	65926	65389	59927	71882
-secteur moderne	14039	15090	10145	15901	14743	14862	16798	16871	17508
-secteur informel	30889	37746	10141	44338	43524	51064	48591	43056	54374
32. Productions textiles, habillement, cuir dont :	26929	19758	2227	19850	27959	25230	26955	26807	26209
-secteur moderne	9209	2324	1492	878	8518	7628	8738	7437	6643
-secteur informel	17720	17434	735	18972	19441	17602	18217	19370	19566
34. Fabrication d'articles de papier et imprimerie dont :	740	835	383,5	1069	1024	1352	1370	1432	1486
-secteur moderne	740	835	383,5	1069	1024	1352	1370	1432	1486
-secteur informel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35. Industrie chimique dont :	4455	5587	1573	5432	8231	5071	6007	6102	6007
-secteur moderne	4455	5587	1573	5432	8231	5071	6007	6102	6007
-secteur informel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36. Fabrication de produits minéraux non métalliques dont :	3386	3460	291,5	3536	3618	3697	3778	3854	3931
-secteur moderne	0	0		0	0	0	00	0	0
-secteur informel	3386	3460		3536	3618	3697	3778	3854	3931
37. Ouvrages en bois et métaux dont :	9492	11281	1636,5	11511	12623	12606	12604	12478	12177
-secteur moderne	1730	3069		3144	3574	3319	3113	2780	3066
-secteur informel	7762	8212		8367	9049	9287	9491	9698	9111
Autres			2866						
38. Total valeur ajoutée secteur manufacturier dont :	89930	93757	29265,2	101637	111722	113882	116103	110600	121692
-secteur moderne	30173	26905		26444	36090	32232	36026	34623	34710
-secteur informel	59757	66852		75193	75632	81650	80077	75978	86982

Source : d'après COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la conjoncture ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993, INSD

Tableau n°5 : Valeurs ajoutées issues des industries manufacturières (modernes) (en millions de FCFA prix courants) (*)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Industries alimentaires, boissons et tabacs	14039	15090 (+7,4%)	15901 (+5%)	14743 (-7%)	14862 (+0,8%)	16798 (+13%)	16871 (+0,4%)	17508 (+4%)
Industries textiles, habillement, cuir	9209	2324 (-75%)	878 (-62%)	8518 (+870%))	7628 (-10%)	8738 (+15%)	7437 (-15%)	6643 (-11%)
Fabrication d'articles papier et imprimerie	740	835 (+13%)	1069 (+28%)	1024 (-4%)	1352 (+32%)	1370 (+1%)	1432 (+5%) ^o	1486 (+4%)
Industrie chimique	4455	5587 (+25%)	5452 (-2,5%)	8231 (+51%)	5071 (-38%)	6007 (+19%)	6102 (+2%)	6007 (-2%)
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en bois et métaux	1730	3069 (+77%)	3144 (+2,5%)	3574 (+14%)	3319 (-7%)	3113 (-6%)	2780 (-11%)	3066 (+10%)
Total valeurs ajoutées industries manufacturières	30173	26905 (-11%)	26444 (-2%)	36090 (+36%)	32232 (-11%)	36026 (+12%)	34623 (+4%)	34710 (-0,3%)
Produit Intérieur Brut	663097	666353	667907	728691	777772	776904	810399	776904
<u>Total VA industries manufacturières</u> PIB	4,6%	4%	4%	5%	4,1%	4,6%	4,3%	4,6%

(*) Nous avons inclus dans la production manufacturière les production correspondant au secteur moderne de la classification des COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, c'est-à-dire comprenant le secteur moderne DSF (ayant fait des Déclarations Statistiques et Fiscales) et le secteur moderne non DSF (sans Déclarations Statistiques et Fiscales).

Source : d'après COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la conjoncture ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993, INSD

Tableau n°6 : Part du secteur manufacturier moderne dans total production manufacturière (c'est-à-dire incluant les productions du secteur moderne manufacturier DSF (Déclarations Statistiques et Fiscales) et non DSF et celles du secteur informel).

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Production alimentaires, boissons, tabacs	31%	29%	26%	25%	23%	26%	28%	24%
Production textile, habillement, cuir	34%	12%	4%	30%	30%	32%	28%	25%
Fabrication d'articles de papier et imprimerie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Industrie chimique	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Ouvrages en bois et en métaux	18%	27%	27%	28%	26%	25%	22%	25%

Source : COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la conjoncture ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993, INSD

Tableau n°7 : Répartition de la valeur ajoutée des industries manufacturières (du secteur moderne DSF et du secteur moderne non DSF : Déclarations Statistiques et Fiscales selon la classification de COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Part valeur ajoutée industries alimentaires, boissons et tabacs dans total industries manufacturières	47%	56%	60%	41%	46%	47%	49%	50%
Part valeur ajoutée industrie textile, cuir et habillement dans total industries manufacturières	30%	9%	3%	23%	24%	24%	21%	19%
Part valeur ajoutée fabrication d'articles papier et imprimerie dans total industrie manufacturières	2%	3%	4%	3%	4%	4%	4%	4%
Part valeur ajoutée industrie chimique	15%	21%	21%	23%	16%	17%	18%	17%
Part valeur ajoutée fabrication d'ouvrages en métaux et en bois	6%	11%	12%	10%	10%	8%	8%	9%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la conjoncture ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993, INSD

Tableau 8 : Ratio VA / Production, Valeur ajoutée créée en pourcentage de la production créée dans le secteur manufacturier (moderne)

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Industries alimentaires, boissons, tabacs	39%	39%	40%	44%	38%	35%	36%	36%	37%
Industries textiles, habillement, cuir	32%	34%	10%	3%	27%	25%	27%	21%	21%
Fabrication de papier et imprimerie		37%	40%	49%	42%	44%	42%	40%	39%
Industrie chimique	23%	30%	29%	31%	40%	30%	30%	30%	31%
Fabrication d'ouvrages en bois en métaux		17%	25%	19%	19%	16%	15%	16%	17%
Ensemble industrie manufacturière		33%	29%	27%	32%	28%	29%	28%	29%

Source : COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la conjoncture ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993, INSD

Tableau n°9 : Poids de la valeur ajoutée créée par le secteur manufacturier (moderne) dans total PIB

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Industries alimentaires, boissons, tabacs	2,1%	2,3%	2,4%	2%	1,9%	2,1%	2,1%	2,1%
Industries textile, habillement, cuir	1,4%	0,3%	0,1%	1,2%	1%	1,1%	0,9%	0,8%
Fabrication d'articles de papier et imprimerie	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Industrie chimique	0,7%	0,8%	1,1%	0,6%	0,6%	0,8%	0,8%	0,7%
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Fabrication d'ouvrages en bois et en métaux	0,3%	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	0,4%
Total industrie manufacturière	4,6%	4%	4%	4,9%	4,1%	4,6%	4,3%	4,2%

Source : COMPTES NATIONAUX DE LA HAUTE-VOLTA 1980, INSD, Direction des Comptes Economiques et de la conjoncture ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, mars 1992, INSD ; COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION, novembre 1993, INSD

Tableau n°10 : Dépendance externe des entreprises de transformation en matière de consommations intermédiaires (moyenne annuelle 1986-1989, en millions de FCFA) (secteurs moderne et informel confondus (?))

	Intrants totaux	Intrants importés	<u>Intrants importés</u> Intrants totaux
Produits alimentaires, boissons et tabacs	15260	10556	69%
Industrie textile, habillement, cuir	16319	1680	10%
Articles de papier et imprimerie	943	924	98%
Industries chimiques	5323	4373	82%
Fabrication d'ouvrages en métaux	10337	9775	95%
TOTAL	48182	27308	57%

Source : E Grenon, H Kazianga, S Larivière, F Martin, "Impact d'une dévaluation éventuelle du FCFA sur le secteur industriel et les entreprises agro-alimentaires au Burkina Faso", projet CEDRES / LAVAL, Université de Ouagadougou, document de travail n°7, novembre 1993, 43pages, tableau issu du Dispositif d'informations industrielles au Burkina faso, Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines, Programme d'accompagnement au plan de développement industriel.